

FICHE THEMATIQUE : VUE D'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES

anticiper et fixer des priorités

Les infrastructures de la Suisse comptent parmi les meilleures du monde. Il importe de préserver cet atout majeur de la place économique suisse. La concurrence internationale progresse toutefois rapidement et soumet notre pays à une forte pression. Or un risque de diminution drastique des investissements publics à long terme se profile, en raison de la hausse des budgets consacrés au domaine des assurances sociales et de la santé, pour des raisons de hausse des coûts. La Suisse a surtout pris du retard en matière d'ouverture des marchés.

- ▶ Pour pouvoir résister à la pression concurrentielle croissante entre places économiques dans le domaine des infrastructures, la Suisse a besoin d'une analyse de l'évolution à l'échelle mondiale, d'une planification stratégique à long terme et d'une hiérarchisation des projets.
- ▶ Le financement des infrastructures doit être réglé à long terme, en tenant compte des coûts d'exploitation et d'entretien. Les effets d'investissements inopportuns mettent du temps à apparaître et prennent souvent des proportions énormes.
- ▶ Afin de préserver les ressources de l'Etat, le financement des infrastructures futures devra se faire de plus en plus par des capitaux privés. Il importe donc de créer les conditions-cadre nécessaires à cet effet.

UNE POLITIQUE D'INFRASTRUCTURES AXEE SUR LA CONCURRENCE

Si l'on veut que les infrastructures contribuent à renforcer l'attrait de la place économique suisse, il faut mener une politique en matière d'infrastructures orientée sur le long terme et sur la demande.

Les infrastructures en tant qu'atout concurrentiel décisif

Pendant des décennies, l'exploitation des infrastructures de réseau et la fourniture des services correspondants relevaient de l'Etat. Aujourd'hui, ce sont aussi de plus en plus souvent des entreprises privées qui reprennent ces activités. Cette évolution s'explique par une croissance des exigences des clients et des besoins d'investissement ainsi que par une concurrence sans cesse plus vive entre places économiques. Décisives pour l'attrait d'un site économique, des infrastructures de haute qualité sont dès lors indispensables pour garantir la compétitivité de la Suisse.

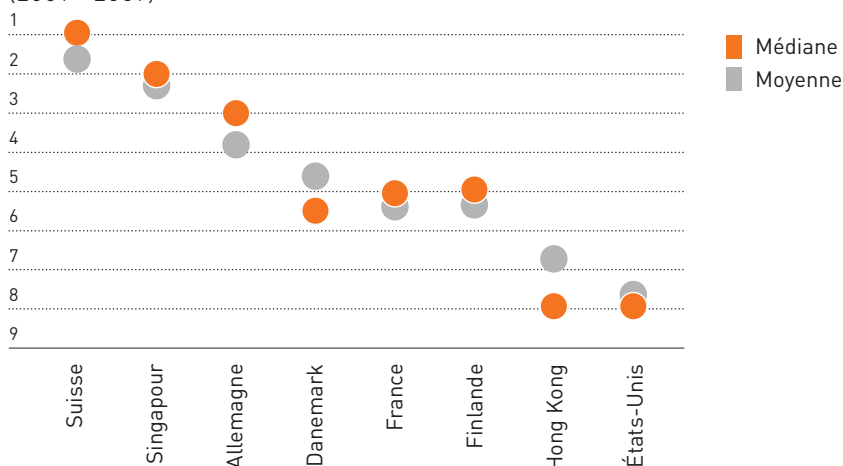
La Suisse encore parmi les meilleurs

Les infrastructures suisses restent parmi les meilleures du monde. Cependant, la concurrence est plus forte que jamais. Les pays émergents, les nouvelles technologies et le manque de ressources pour renouveler des réseaux vieillissants placent la Suisse devant des défis de taille. Il est donc d'autant plus important de mener, à long terme, une politique en matière d'infrastructures qui soit davantage axée sur la concurrence. C'est à cette condition qu'il sera possible de garantir le financement de projets de développement qui accroîtront réellement l'efficacité de l'économie suisse et qui contribueront de manière déterminante à renforcer son attrait.

LA SUISSE AU 1^{ER} RANG

Si on considère la qualité de l'ensemble des infrastructures, la Suisse domine le classement pour la période de 2001 à 2009.

Classement du WEF toutes infrastructures confondues
 (2001 - 2009)

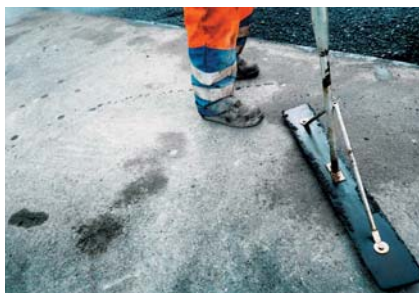


Source : WEF : The Global Competitiveness Report, 2001-2009

Des faiblesses qui n'apparaissent qu'en deuxième analyse

Un examen sectoriel approfondi révèle cependant que la position de la Suisse varie fortement selon les domaines d'infrastructures. Dans les secteurs du transport aérien et de l'infrastructure de l'information et de la communication en particulier, mais aussi dans le domaine des infrastructures électriques, la Suisse est, pour diverses raisons, régulièrement devancée par d'autres pays.

LA SUISSE RISQUE DE PRENDRE DU RETARD EN COMPARAISON INTERNATIONALE



47

milliards de francs : le coût du seul entretien des routes suisses ces vingt prochaines années.

Une situation de départ excellente, mais des défis de taille

La Suisse est très bien équipée dans presque tous les domaines d'infrastructures. Le financement de l'entretien des infrastructures est assuré à court et à moyen termes dans la plupart des domaines. Cependant, elle ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers :

- A moyen et à long termes, la Suisse risque de prendre du retard aux chapitres de la planification, du développement et de l'extension de ses infrastructures dans les domaines hautement technologiques. Sur certains points, elle est d'ailleurs déjà tombée au-dessous de la moyenne de l'OCDE.
- Plusieurs petits Etats asiatiques avancent à pas de géant et renforcent la pression concurrentielle sur les autres places économiques.
- En tant que pays densément peuplé, la Suisse voit ses infrastructures soumises à une forte pression. La surcharge chronique, l'évolution démographique et l'évolution technologique exigent, dans les vingt années à venir, un renouvellement des infrastructures existantes, la construction de nouveaux équipements et une augmentation des capacités. Cet ajustement entraînera des dépenses parfois considérables (pour le passage du cuivre à la fibre optique dans les télécommunications, la transition généralisée vers les véhicules électriques et la transformation du système de production et de distribution d'énergie, par exemple).
- De nombreux pays de l'OCDE ont amélioré leur compétitivité en ouvrant systématiquement leurs marchés et en démantelant les monopoles. La Suisse est encore à la traîne dans certains secteurs (rail, poste, Swisscom).
- S'agissant du financement des infrastructures, la fixation de priorités devra, plus qu'aujourd'hui, tenir compte de critères de rentabilité. A cet égard, les coûts d'exploitation des infrastructures doivent également être pris en considération.
- Compte tenu de l'évolution observée en Europe, la question de la sécurité de l'approvisionnement jouera un rôle primordial, dans le domaine énergétique en particulier. Ainsi, la diminution de notre dépendance vis-à-vis de l'énergie d'origine fossile par le recours à l'électricité doit être une préoccupation prioritaire.

Des résultats qui se feront attendre

Le financement du renouvellement des infrastructures se révèle souvent difficile dans les économies développées. Des projets réalisables à court terme et source de prestige concurrencent des projets d'entretien à long terme, dont l'utilité ne sera perceptible qu'après plusieurs années. Les décisions relatives au développement, à l'entretien et au financement des infrastructures sont aussi décisives pour les générations futures.

LES GENERATIONS FUTURES PAIERONT LE PRIX D'INVESTISSE- MENTS INSUFFISANTS

Il ne faut pas sous-estimer l'importance des investissements dans les infrastructures

Lorsque les effets d'une politique timorée en matière d'infrastructures se feront sentir, il sera déjà trop tard.

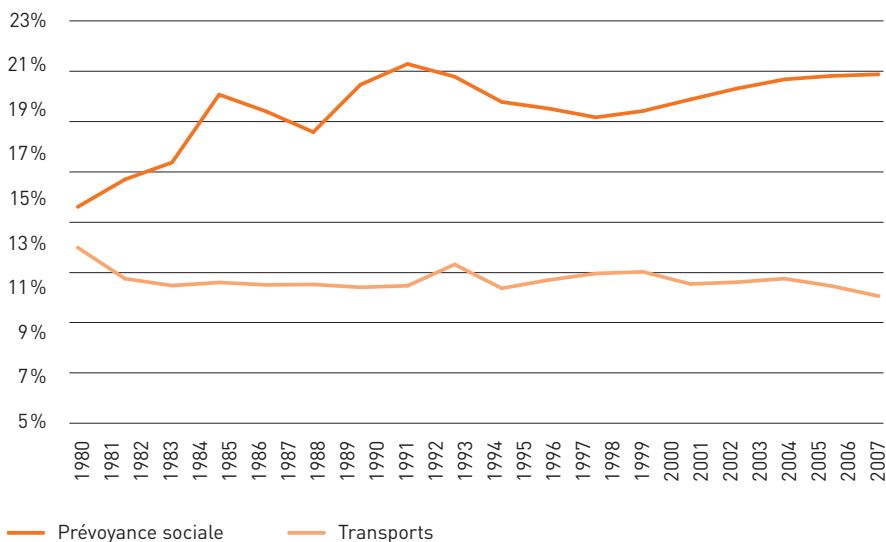
L'évolution des infrastructures en Suisse inquiète les milieux économiques, qui constatent un retard dans la mise en œuvre d'une politique cohérente en matière de planification, de fixation des priorités et de financement des infrastructures futures. La hausse continue des coûts observée depuis plusieurs années dans les domaines des assurances sociales et de la santé ne doit pas se traduire dans les budgets étatiques par la disparition, due à une sous-estimation de leur importance, des investissements à long terme indispensables pour garantir la compétitivité de la place économique suisse. L'insuffisance actuelle des investissements ne se fera sentir que dans une génération, mais le retard sera alors déjà impossible à rattraper.

UN ECART QUI SE CREUSE

L'écart entre les ressources consacrées à la prévoyance sociale, qui augmentent en raison de l'évolution démographique, et les investissements dans les transports a tendance à se creuser.

Dépenses pour la prévoyance sociale et pour les transports

En comparaison avec les dépenses totales



Source : données de l'AFF, illustration d'economiesuisse

La Suisse se compare souvent à l'UE, mais il serait judicieux d'élargir l'angle d'observation. Les Etats de l'OCDE et ceux du G20 paraissent en effet mieux convenir comme référence. Se comparer avec l'UE pour des raisons de proximité géographique ou de politique régionale est insuffisant, car les économies les plus dynamiques, axées sur la compétitivité, se situent pour la plupart en Asie (Singapour et Hong-Kong, par exemple).

L'efficacité économique ne doit pas être affectée par des choix favorisant unilatéralement des exigences politiques, ni par la surréglementation (exigences en matière de service public, de politique régionale, de préservation des structures et de politique industrielle, normes environnementales excessives, etc.).

MISER SUR DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Le financement passe aussi par des capitaux privés

Les coûts générés par la réglementation doivent être assumés par ceux qui sont à l'origine des dangers

La mise en place d'infrastructures n'est pas un but en soi. Elles doivent, autant que faire se peut, être planifiées et développées en fonction de la demande. Aussi serait-il judicieux, dans les domaines où la concurrence est possible, de tenir compte d'offres privées et de les encourager grâce à des conditions-cadre intéressantes. Il s'agit en particulier de garantir la sécurité des investissements. La solution qui s'impose afin d'éviter une trop forte sollicitation des ressources de l'Etat consiste à recourir davantage aux capitaux privés pour le financement des infrastructures futures.

Les domaines dans lesquels le monopole est la règle appellent une réglementation transparente et fondée sur la non-discrimination. Une fois la concurrence instaurée ou prévisible, il faut examiner l'utilité de la réglementation en vigueur et, le cas échéant, l'abroger. La transparence du financement des infrastructures par des fonds publics joue aussi un rôle crucial. A cet égard, l'adoption de systèmes de rémunération pour l'utilisation des réseaux est à saluer. Les modalités doivent en être clairement réglées, en tenant compte du principe de l'utilisateur-payeur. Par ailleurs, les projets relevant de la politique régionale doivent être replacés dans une perspective macroéconomique nationale.

DURABILITE

Un suivi et un entretien à long terme sont indispensables pour garantir des infrastructures efficaces et performantes. Le bon fonctionnement de l'économie et de la société en dépendent.



INFORMATIONS

Dossiers et liens

≥ www.economiesuisse.ch/infrastructures

≥ **Infrastructures de réseau : investir avec efficience**



Votre personne de contact chez economiesuisse

Dominique Rochat
Responsable de projets Infrastructures, énergie et environnement
dominique.rochat@economiesuisse.ch